

VOUS AUSSI, VOUS HABITEZ PRÈS DE FUKUSHIMA



Six ans après le début d'une des plus grandes catastrophes nucléaires de l'histoire...

... rien n'est résolu.

Malgré tous les efforts, la centrale en ruine continue à diffuser massivement de la radioactivité dans l'air et dans l'eau, et à exposer quotidiennement les centaines de travailleurs qui assurent, souvent sans protections adéquates, les travaux de Sisyphe visant à contenir cette radioactivité. Ce qui se vérifie à Fukushima comme à Tchernobyl, c'est que l'homme n'a pas en réalité la maîtrise du monstre atomique qu'il a créé.

Pourtant l'État japonais fait tout pour donner l'apparence d'un retour à la normale. Il a sans vergogne rehaussé les normes fixant la limite de dose « acceptable » (passée de 1 mSv/an à 20) et, même s'ils s'avèrent inefficaces, les énormes travaux de décontamination entrepris lui servent d'alibi pour justifier sa **politique de retour forcé en territoire contaminé** des populations qui ont dû fuir (les indemnités accordées aux évacués vont être bientôt supprimées, ainsi que l'aide au logement aux

32 000 réfugiés « volontaires »). Et il compte bien exploiter l'immense spectacle des Jeux olympiques de Tokyo en 2020 pour faire croire que la page du désastre est tournée.

Vivre avec la contamination radioactive, c'est bien ce que les gestionnaires du désastre tentent d'imposer aux populations des zones touchées par la catastrophe (au Japon comme, vingt-cinq ans plus tôt, en Belarus, victime des retombées de Tchernobyl). Et cela avec la collaboration active d'« autorités » nucléaires internationales, au premier rang desquelles figurent des Français (tel Jacques Lochar, directeur du CEPN et promoteur du programme Ethos). Ces nucléocrates poursuivent une logique précise : tout en continuant à faire passer le nucléaire pour une industrie comme les autres, ils cherchent à habituer les populations à l'idée qu'une catastrophe nucléaire serait gérable et une vie normale possible en zone contaminée. Car ils le savent bien, eux, que ce scénario est appelé à se reproduire ailleurs dans le monde...

Et chez nous, c'est pour quand ?

Non, ce n'est pas de la science-fiction : une prochaine catastrophe nucléaire en France est désormais « probable », de l'aveu même de l'Autorité de sûreté nucléaire... 58 réacteurs vieillissants, dont le lobby nucléaire veut à tout prix prolonger la durée de vie... Des cuves qui ne devraient en aucun cas céder mais dont on découvre aujourd'hui qu'elles ont subi dès le départ des malfaçons... Des travaux d'entretien de plus en plus lourds mais de plus en plus bâclés, en raison d'un recours à la sous-traitance en cascade... Des compétences et des savoirs qui disparaissent avec le départ des salariés âgés... **Tout est en place pour que l'accident majeur devienne prochainement réalité.**

Et pourtant, même sans accident, s'acharner à poursuivre (à relancer !) le programme nucléaire, c'est de la folie criminelle. Car, on le sait désormais, **le nucléaire, c'est :**

- **une technique qu'on ne maîtrise pas, aux conséquences ingérables** : des montagnes de déchets radioactifs se sont accumulées dont on ne sait que faire, mais qui, insidieusement, par les fuites et les

transports multiples, contaminent peu à peu l'air, la terre et les eaux – ce que les autorités, locales et nationales, veulent ignorer ou cacher. Le projet Cigéo d'enfouissement des déchets à Bure, dans la Meuse, est une folie technologique qui ne ferait que multiplier gravement les sources de contamination, et cela pour des siècles.

- **un gouffre financier qui plombe l'économie**. 170 milliards d'euros (cour des comptes 2012) engloutis dans la construction des centrales. 75 milliards prévus pour le « grand carénage » (cour des comptes 2016) + 25 milliards de maintenance. Les chantiers d'EPR passés de 3,3 à 10 milliards. Un coût de démantèlement des centrales astronomique, mais impossible à chiffrer car on ne sait pas faire...

- **un permanent déni de démocratie** : nous a-t-on jamais demandé si nous voulions, pour prix de notre supposé confort électrique, assumer les risques immenses du nucléaire ? Et voulons-nous vraiment de la gestion militaire du territoire qui nous attend en cas de catastrophe ?

Oui, il est temps de réagir massivement et d'exiger sans détour la seule décision qui s'impose :

l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire

*Venez en débattre ce 11 mars de 18 à 20 heures au 8 impasse Crozatier, Paris 12^e
(M° Ledru-Rollin, Reuilly-Diderot ou Gare de Lyon)*

Collectif contre l'ordre atomique
contre-lordre-atomique@riseup.net